

# Parlons bonheur, parlons croissance

LE MONDE | 25.02.2013 à 14h02

Par Marie de Vergès (L'air du monde)

Ces derniers temps, les avocats de la décroissance ont de quoi se sentir confortés. Paradoxalement peut-être, il aura fallu la crise la plus grave depuis la seconde guerre mondiale pour que les valeurs qu'ils défendent aient soudain le vent en poupe. En Europe du Sud, par exemple. Les salaires s'y réduisent comme peau de chagrin. Plus question, donc, de consommer à l'excès. On bricole, on improvise.

Au Portugal ou en Grèce, faute d'emplois et de perspectives, des cohortes de citadins reprennent le chemin de la campagne. Beaucoup y pratiquent une économie de subsistance. En Espagne, le commerce de troc a la cote. Les videgreniers qui fleurissent à Madrid ou Barcelone sont devenus un must pour refaire sa garde-robe à moindre coût.

Nouvelles coutumes, trucs et astuces qui risquent fort de s'ancrer dans les habitudes des Européens tant la crise semble partie pour durer. Il suffit de jeter un oeil sur les dernières prévisions de croissance de Bruxelles. Les chiffres, publiés vendredi 22 février, brossent un tableau sans nuances : + 0,1 % en France, - 1,4 % en Espagne, - 1 % en Italie ... En 2013, une bonne partie de l'Europe s'apprête à connaître une nouvelle année zéro. A cette aune, mieux vaut virer décroissant. Considérer que le taux de production et de consommation ne peut être indéfiniment accru. Se rappeler, comme le dit le dicton populaire, que *"l'argent ne fait pas le bonheur"*.

Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous [abonnant à partir de 1€ / mois](http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTEUR1E) (<http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTEUR1E>) | [Découvrez l'édition abonnés](#) ([/teaser/?url\\_zop=http%3a%2f%2fabonnes.lemonde.fr%2fedition-abonnes%2f](http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTEUR1E))

C'est d'ailleurs un thème à la mode. Nicolas Sarkozy avait lancé, en 2008, l'idée d'un nouvel étalon du progrès économique et social. Une mesure qui prenne mieux en compte le bien-être. Et moins l'évolution bête et méchante du produit intérieur brut (PIB).

Ce PIB à propos duquel Bob Kennedy, le frère de John, disait dans les années

1960 : *"Il ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation (...), il n'inclut pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages (...), il mesure tout sauf ce qui rend la vie digne d'être vécue."*

Partons donc à la poursuite du "bonheur national brut". La France, mais aussi la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis ont mandaté chercheurs et statisticiens pour phosphorer sur le sujet. Dans ces cercles érudits, on parle éducation, logement, vie familiale, égalité des sexes, et plus seulement volume de production, flux commerciaux et taux d'intérêt. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui représente les pays industrialisés, a créé l'indice "vivre mieux" grâce auquel tout individu doit pouvoir évaluer et comparer sa qualité de vie.

Oui mais voilà. Si tant est que l'on puisse mesurer le bonheur avec précision - et ça n'est pas gagné ! -, va-t-on en apprendre plus qu'avec le bon vieux PIB ? Deux études récentes tendent à nous faire penser le contraire. Celle de Ruut Veenhoven et Floris Vergunst, d'abord.

Ces deux chercheurs de l'université de Rotterdam ont fondé leurs travaux sur la *"banque de données mondiales du bonheur"* (cela peut sembler loufoque mais ça existe...). De cette masse d'informations complexe, compilant, pour 67 pays dans le monde, les résultats de sondages à distance et d'enquêtes de terrain, ils ont tiré une conclusion. Aussi simple à saisir qu'un ticket gagnant au Loto : le bonheur s'accroît en même temps que le taux de croissance. En clair, plus on est riche, plus on est heureux. Et toc dans les dents des décroissants !

Même verdict pour les universitaires américains Daniel W. Sacks, Betsey Stevenson et Justin Wolfers. D'après leurs recherches, publiées pour le compte de l'IZA (un institut allemand consacré à l'étude du marché du travail), le niveau de satisfaction est généralement plus important dans les pays où le revenu par tête est plus élevé. Et il augmente à mesure que le PIB grimpe. Indéfiniment. Il n'y aurait donc pas de seuil au-delà duquel l'élévation du niveau de vie cesserait de procurer le bonheur. Tant pis pour le fameux "paradoxe d'Easterlin", du nom de l'économiste américain qui, depuis les années 1970, soutient exactement le contraire.

*"Cela ne signifie pas qu'on doive tous aller travailler dans un hedge fund [fonds spéculatif] ou se lancer dans une quête éperdue d'argent pour être heureux"*, nous explique Justin Wolfers, conseiller du gouvernement américain sur ces questions. Mais très prosaïquement : plus de revenu par habitant, c'est plus d'opportunités. Pour ses loisirs, sa famille, son travail. Une vérité qui sonne un peu comme une lapalissade.

Car, enfin, soyons sérieux. Bien sûr, comme le dit le slogan de 1968, *"on ne*

*tombe pas amoureux d'un taux de croissance*". Mais celui-ci est fort utile pour sortir de la pauvreté ou trouver un emploi . Personne ne se satisfait de la décroissance qu'a provoquée l'explosion de la crise dans les économies avancées. Le PIB, s'il n'est pas synonyme du bonheur, y contribue largement. Qu'il recule et le chômage augmente. La peur d'en être victime aussi.

C'est bien pour y échapper que les jeunes diplômés grecs, espagnols ou portugais se lancent par milliers sur les routes de l'exode. Ils s'en vont vers le nord de l'Europe et les gros émergents que sont la Chine ou le Brésil . Là où des emplois se créent. Où la machine économique continue de tourner . Où le PIB résiste et - même ! - progresse. Pour trouver une vie meilleure, ou simplement échapper au pire. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'il vaut mieux aujourd'hui vivre en Allemagne (44 060 dollars de PIB par habitant, soit 33 400 euros) qu'en Grèce (25 622 dollars), fût-elle le berceau de la démocratie et un paradis pour touristes.

La France n'est pas dupe de cette réalité. Pour arracher quelques dixièmes de points de PIB, voilà le gouvernement prêt à faire tomber les tabous. A appliquer une politique de l'offre. Autant dire une politique libérale, avec pour credo ce qui passait jusqu'ici pour un gros mot : les *"réformes structurelles"*. C'est le pacte de compétitivité et ses 20 milliards d'euros d'allègements de charges pour les entreprises . C'est l'accord sur le marché du travail censé faciliter embauches et licenciements. C'est aussi le désendettement à marche forcée. La potion peut sembler amère mais c'est ainsi : avant de pouvoir parler bonheur, il faut d'abord parler croissance.

deverges@lemonde.fr